

ALGERIE : FICHE PAYS – JANVIER 2025



Catégorie OCDE (2025) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : - / - / -

Change : Dinar algérien (DZD) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : baisse de 7 à 22 % des GES d'ici 2030

FORCES

- Importantes réserves de gaz
- Endettement extérieur quasi inexistant
- Réserves de change significatives

FAIBLESSES

- Essoufflement du modèle économique essentiellement basé sur les hydrocarbures
- Climat des affaires dégradé
- Risque social et risque politique en hausse
- Monétisation de la dette publique

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : En 2025, l'activité bénéficiera de facteurs similaires à ceux observés en 2024 : investissement dynamique (gaz, métaux, infrastructures) et important soutien public pour porter la consommation privée. Le rebond du secteur pétrolier dépendra du calendrier de relâchement des quotas de production de l'OPEP+. Malgré des réformes pour favoriser un élan de diversification, les perspectives d'activité à moyen terme resteront principalement conditionnées par l'évolution des prix des hydrocarbures et des capacités de production, qui devraient augmenter pour le gaz ;
- Vulnérabilité des comptes publics : A court terme, la dynamique soutenue des dépenses publiques (Etat providence, infrastructures, militaire) impliquerait un déficit public très creusé (proche de -9 % du PIB selon la Banque Mondiale). L'incertitude demeure concernant le calendrier de consolidation budgétaire, pourtant nécessaire au vu de la trajectoire baissière des recettes d'hydrocarbures et du mode de financement des déficits (FRR, secteur bancaire domestique). Depuis 2014, l'endettement public a explosé (8 % du PIB vs. une prévision de 55 % du PIB en 2025 selon la Banque Mondiale).
- Vulnérabilité extérieure : Le signe de la balance courante reste déterminé par le prix des hydrocarbures et par les capacités d'exportation de gaz. La levée de restrictions à l'import a tendance à générer un déficit. Des potentiels déficits pèseraient à terme sur la stabilité du dinar et sur le niveau des réserves de change, très confortables à ce stade (14,2 mois d'importations).
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire joue un rôle pivot pour absorber les titres de dette publique.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le Président A. Tebboune a été réélu en 2024. Les relations diplomatiques sont rompues depuis 2021 avec le Maroc et un *statu quo* semble à ce stade le scénario le plus probable. Les pays renforcent ses liens diplomatiques et commerciaux avec la Chine et l'UE, malgré une détérioration des relations avec la France.
- Climat des affaires : Depuis 2019, l'Algérie multiplie les réformes, dont l'application effective conditionnera l'amélioration d'un environnement des affaires initialement perçu de faible qualité. Le secteur gazier en est le premier bénéficiaire à ce stade.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le pays fait face à un risque de transition significatif étant donné sa dépendance au gaz.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2015 et 2019 (% du total)

Exportations

1 Italie	16,4%
2 Espagne	14,1%
3 France	11,7%
4 Etats-Unis	9,4%
5 Pays-Bas	6,1%

Importations

1 Chine	17,4%
2 France	10,5%
3 Italie	8,7%
4 Allemagne	6,9%
5 Espagne	4,6%

Sources : CNUCED

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2023 (% du total)

Exportations

Combustibles	91,5%
Fertilisants	2,4%
Prod. Chimiques	1,5%
Ciment	1,3%
Sucre, sucreries	0,3%

Importations

Machinerie méca.	14,0%
Véhicules	8,6%
Céréales	8,0%
Machines élec.	6,3%
Mat. Plastiques	4,7%

Sources : ITC

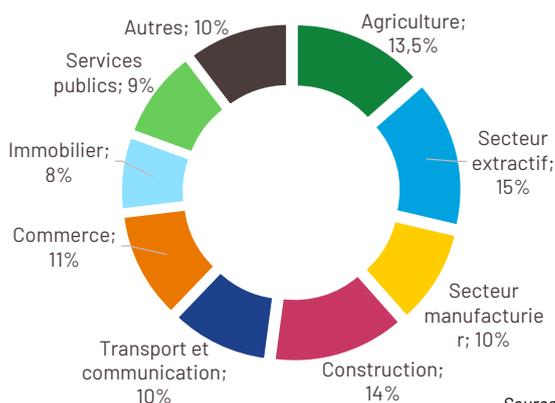


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ALGERIE	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)*	186	226	240	260	264	270
Rang PIB mondial	57	55	56	54	55	56
Population (Mns)*	44,6	45,3	46,0	46,6	47,3	47,9
Rang Population mondiale	33	33	33	33	34	34
PIB / habitant (USD)*	4 170	4 982	5 222	5 579	5 593	5 645
Croissance PIB (%)*	3,8	3,6	4,1	3,9	3,8	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)*	7,2	9,3	9,3	4,0	4,9	4,4
Part exportations manufacturées (% total exp.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)*	55,1	48,1	49,2	49,5	55,2	58,9
Solde public (% PIB)*	-6,3	-3,0	-5,2	-9,8	-9,9	-8,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	2,2	3,8	3,9	5,8	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)*	-2,4%	8,4%	2,5%	-1,2%	-3,1%	-4,2%
IDE (% du PIB)	0,5%	0,1%	0,5%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)*	11,6	13,4	16,0	14,2	11,9	9,4
Dette extérieure totale (% PIB)	4,0%	3,2%	3,1%	3,1%	3,6%	NA
Dette extérieure CT (% PIB)	0,9%	0,8%	0,8%	0,9%	1,0%	NA
Taux de change**	135,1	142,0	135,8	134,2	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	21,6	21,0	NA	NA	NA	NA
Taux de NPL**	19,6	20,3	NA	NA	NA	NA
ROE	11,4	11,1	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	179	172	169	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays)a	61	65	61	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays)b	61	54	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays)c	55	59	55	56	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (10/2024), *Banque Mondiale, **Banque centrale. a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Algérie : part des secteurs dans le PIB (2023)





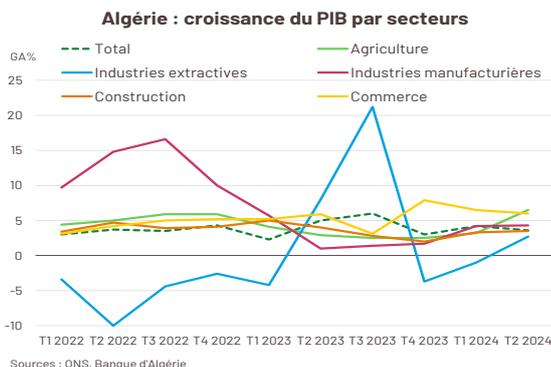
1. SITUATION ECONOMIQUE

• Un modèle mis à l'épreuve depuis 2015

Durant la seconde partie des années 2010, l'Algérie a enregistré une croissance plutôt faible (+2,2 % par an en moyenne), en lien avec le contexte de prix du baril bas et de réduction de la production d'hydrocarbures, mettant à mal le modèle économique basé sur l'exploitation de la rente pétrolière et la redistribution de ses recettes par l'Etat. Post crise sanitaire de 2020, année durant laquelle le PIB a reculé de 5 %, l'Algérie a connu une phase de rebond en 2021 (+3,8 %), qui s'est affirmée en 2022 (+3,6 %) avec la hausse des prix des hydrocarbures¹. Une dépendance élevée du marché domestique à l'importation de biens, notamment de denrées alimentaires, a toutefois généré un pic d'inflation en 2022-2023 (+9,3 % en moyenne), ce qui a nécessité l'intervention des autorités publiques² pour préserver le pouvoir d'achat des ménages et soutenir l'activité.

• Fort soutien public en 2024

Malgré une réduction de l'inflation en 2024 (+3,1 % en novembre contre une moyenne de +9,3 % sur l'année 2023), le fort soutien public s'est prolongé afin de réduire le risque social avant les élections de septembre (cf. Partie 4) et stimuler la consommation. Les salaires dans la fonction publique ont notamment augmenté de +47 % sur la période 2022-2024. Une consommation privée dynamique (+3,7 % en g.a au S1 2024) a bénéficié aux activités de service, surtout au secteur du commerce.



L'investissement a été le principal moteur de l'activité (+11,2 % en g.a au S1 2024) en lien avec i) des investissements publics et étrangers dans le secteur gazier et des métaux et ii) le relâchement de certaines restrictions à l'import favorisant une hausse des dépenses (machines et équipements de transport, matériaux de construction principalement). Si le secteur agricole a rebondi en 2024 après l'épisode de

sécheresse en 2023, le secteur extractif a connu un ralentissement, qui s'explique par i) le prolongement des quotas de production OPEP+, qui ont pesé sur le secteur pétrolier³, ii) la réduction des prix des hydrocarbures⁴ et iii) une demande européenne moins soutenue (principal partenaire de l'Algérie pour ses exportations de gaz⁵).

• Rebond attendu du secteur pétrolier en 2025

Pour 2025, les instituts de prévision tablent sur une croissance du PIB comprise entre +3 % et +4 %. Ces prévisions reposent sur un consensus quant à l'évolution de l'activité hors hydrocarbures, qui resterait soutenue par des facteurs assez similaires à ceux de 2024 (soutien public, consommation dynamique). Une forte dynamique de l'investissement, qui ne bénéficierait pas uniquement au secteur gazier, et le prolongement des effets de la levée des restrictions à l'import stimuleraient le secteur industriel (automobile, sidérurgie) et à la construction (programme de logement, infrastructures). L'absence de consolidation fiscale (cf. Partie 2) s'avèrerait favorable à la consommation privée.

L'ampleur du rebond du secteur des hydrocarbures (entre +2 % et +3 % en 2025 selon les prévisions) va dépendre du calendrier de relâchement des quotas de production de barils, dans le cadre des accords OPEP+. L'effet volume devrait néanmoins être en partie compensé par un effet prix en principe défavorable avec un scénario de baisse des prix du baril de Brent en 2025 relativement à 2024⁶. Malgré l'intensification des investissements dans le secteur gazier, les perspectives de hausse de la production et des exportations de gaz n'interviendraient qu'à moyen terme.

• Une croissance attendue modérée à moyen terme

A l'horizon 2029, la croissance du PIB atteindrait +2,2 % par an en moyenne, soit un niveau modéré, qui traduit un plafonnement de la production pétrolière dans un contexte de tassement des prix. Ce ralentissement pose la question des capacités de l'Etat à soutenir durablement une économie très dépendante de l'investissement public et insuffisamment diversifiée.

Le secteur gazier poursuivrait son expansion, avec la multiplication des projets d'exploration et d'exploitation des champs gaziers (le plus important de Hassi R'Mel et dans le sud-ouest du pays). La loi sur les hydrocarbures de 2019⁷ a en effet été suivie de plusieurs investissements (Etats-Unis, Chine, Italie, France) qui permettront d'augmenter la production de gaz naturel

¹ Prix moyen du baril de Brent de 100,8 USD en 2022 (respectivement 6,2 USD Mbtu pour le gaz), après 70,7 USD en 2021 (resp. 3,7 USD pour le gaz) et 41,7 USD en 2020 (resp. 2 USD pour le gaz).

² Hausse des salaires publics, des retraites, introduction d'une allocation chômage pour les jeunes chercheurs d'emploi, etc.

³ Production de 0,9 Mb/j en 2024 en moyenne vs. 1 Mb/j au T1 2023.

⁴ En 2024, prix moyen du baril de Brent de 81,3 USD et de 2,1 USD Mbtu pour le gaz (près de trois fois moins élevé que le pic de 2022).

⁵ L'UE capte près de 75 % des exportations de gaz de l'Algérie.

⁶ 76 USD en moyenne selon l'EIA vs. 81 USD

⁷ Régime contractuel plus flexible et fiscalité plus favorable pour les investisseurs étrangers.



d'ici 4 à 5 ans. Cela permettrait à l'Algérie de se positionner comme une alternative à la Russie pour approvisionner l'Europe. Toutefois, au vu du mix électrique (cf. Partie 5) et des ambitions pour diversifier l'économie, cette hausse de la production continuera d'être en partie absorbée par les besoins du marché domestique (50 % de la production de gaz est captée pour répondre à la production d'électricité actuellement).

La capacité du pays à renforcer son climat des affaires sera un facteur clé pour engager un processus de diversification de l'activité et de développement du secteur privé. Après les réformes des dernières années (fin de la règle 49/51 pour les secteurs non stratégiques⁸ en 2020, loi sur l'investissement en 2022⁹ et levée partielle des restrictions à l'import fin 2023), des premiers projets notables sont à l'œuvre dans l'automobile (Pays-Bas, France, Italie, Corée du Sud), les métaux (Chine, Malaisie, Turquie) et l'agriculture (Qatar).

Au-delà de très fortes attentes quant à l'application continue et effective de ces réformes, l'Algérie fait face à de nombreux défis : vulnérabilités macroéconomiques liées au financement du déficit public (inflation, exposition des banques au risque souverain et effet d'éviction pour le financement du secteur privé), faible productivité, persistance de restrictions à l'import (droits de douane élevés, provisionnements spécifiques), gestion du risque social (chômage des jeunes notamment), faible compétitivité et faible diversification des exportations hors hydrocarbures, etc.

2. FINANCES PUBLIQUES

Sur la période 2014-2021, la chute des prix du pétrole (les recettes pétrolières représentent près de 55 % des recettes totales) puis la crise du Covid ont mené à un fort creusement du déficit public (-9 % du PIB en moyenne) et à une explosion de l'endettement public (55,1 % du PIB en 2021 vs. 6,8 % en 2014). Durant cette période, le déficit a également été alimenté par une hausse des dépenses courantes dans un contexte social dégradé. Après l'épuisement du Fonds de Régulation des Recettes¹⁰ (FRR) en 2017, le financement du déficit a été essentiellement assuré par le secteur bancaire domestique. Si le redressement de la situation sur le marché pétrolier a permis de réduire le déficit en 2022-2023 (-4,1 % du PIB en moyenne), il s'est fortement creusé en 2024 (-9,8 % du PIB selon la Banque Mondiale), en lien avec la baisse des recettes

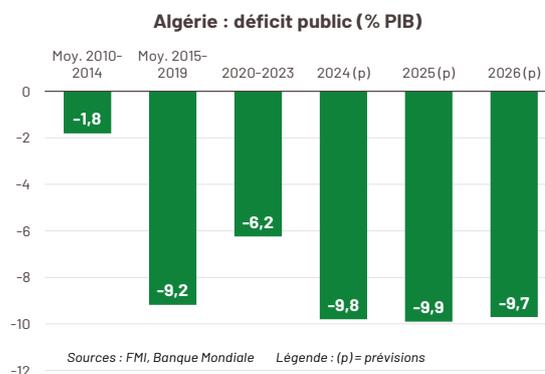
⁸ Hors hydrocarbures, pharmacie, militaire et infrastructures de transport.

⁹ Création d'un guichet unique, intégration de clauses d'arbitrage, égalité de traitement pour les étrangers, réduction du nombre de régimes préférentiels, exonérations de taxes pendant 3 à 5 ans, etc.

¹⁰ Le FRR a un fonctionnement proche d'un fonds souverain. Chaque année, une partie des recettes des hydrocarbures (définie par la Loi des finances) vient alimenter le FRR, dont les fonds servent à financer les potentiels déficits publics.

d'hydrocarbures¹¹ et l'augmentation des dépenses publiques pour soutenir la croissance durant l'année électorale (cf. Parties 1 & 4).

Le déficit public resterait très creusé en 2025 (cf. graphique ci-dessous) et la dette publique augmenterait sensiblement pour atteindre 55,2 % du PIB selon la Banque Mondiale. Le Budget 2025 table sur une hausse de +11,4 % de la masse salariale du secteur public par rapport au Budget 2024 et sur le maintien de certaines mesures budgétaire¹², avec pour ambition de préserver le pouvoir d'achat de la population et d'investir dans les infrastructures. L'hypothèse de croissance du PIB retenue dans le Budget 2025 semble élevée (+4,4 %) et peu cohérente avec celle du prix du baril (60 USD). Dès lors, en cas de prix plus élevé, cela impliquerait des recettes d'hydrocarbures potentiellement plus élevées¹³. Ce dernier sera par ailleurs amené à combler les besoins de financement, comme cela fut le cas en 2023-2024.



L'incertitude demeure concernant le calendrier et le contour des efforts de consolidation budgétaire, après plusieurs reports ces dernières années. Pour autant, cette consolidation est d'autant plus nécessaire dans un contexte de réduction progressive des recettes d'hydrocarbures et pour éviter d'assécher de nouveau les réserves du FRR, sachant que les marges sont actuellement plus réduites qu'auparavant¹⁴. Malgré un tel constat, l'Algérie ne semble pas disposée à rompre avec sa stratégie consistant à éviter de se financer sur les marchés internationaux.

3. POSITION EXTÉRIEURE

• Vers un retour du déficit courant

La baisse des prix des hydrocarbures (90 % des exportations algériennes) aura pesé sur la dynamique des exportations en 2024 tandis que les importations ont connu une hausse significative, liée au relâchement de certaines restrictions à l'import (cf. Partie 1). Dans un tel

¹¹ Près de 14 % du PIB, contre près de 20 % du PIB en 2023.

¹² Subventions, exonération de TVA sur les produits alimentaires de première nécessité mais aussi forte hausse des dépenses militaires.

¹³ Les recettes d'hydrocarbures qui dépassent la prévision du Budget ont vocation à alimenter les recettes du FRR.

¹⁴ Les avoirs du FRR représenteraient près de 8 % du PIB en 2023, contre 35 % en moyenne entre 2006-2014.

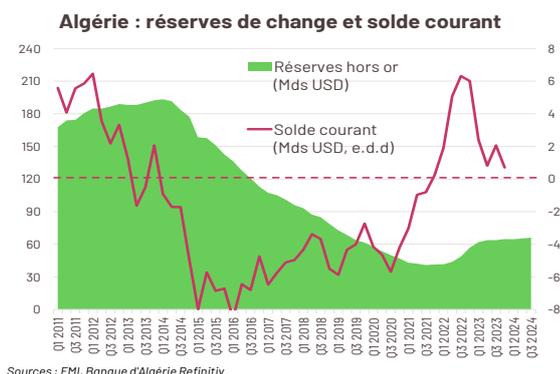


contexte, le solde courant deviendrait négatif en 2024 (-1,2 % du PIB selon la Banque Mondiale) et se creuserait davantage en 2025 (-3,1 %).

A moyen terme, les instituts de prévision tablent sur un déficit courant durable (-2,3 % du PIB en moyenne selon le FMI) mais où l'augmentation des exportations de gaz permettrait de compenser la réduction des recettes pétrolières. L'exploitation des ressources minières (fer, zinc) pourrait augmenter la part des exportations hors hydrocarbures, toutefois l'accès au marché européen pourrait à terme devenir difficile ou coûteux en raison du Mécanisme d'Ajustement du Carbone aux Frontières, qui présente également une menace pour les autres principaux produits exportés (fertilisants, ciment).

- **Des réserves qui restent élevées**

Sur la période 2015-2021 (période de prix du pétrole bas), les réserves de change ont été divisées par près de 4 ; ces dernières ont servi de variable d'ajustement pour équilibrer la balance des paiements et assurer la stabilité du dinar. Elles atteignent désormais 14,2 mois d'importations, un niveau très confortable, surtout au vu du très faible endettement extérieur (3 % du PIB).



Cependant, ces réserves diminueraient progressivement avec la perspective de déficits courants à venir (cf. paragraphe plus haut), ce qui réduit par ailleurs les marges de manœuvre de la Banque centrale pour assurer la stabilité du dinar¹⁵ et répondre à la demande de liquidités en devises. La capacité du pays à accélérer ses réformes afin d'attirer des investissements étrangers semble décisive pour préserver les réserves et éviter de nouvelles mesures de limitation des importations.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Réélection du président sortant en 2024**

Sans concurrent crédible face à lui, A. Tebboune a été réélu en septembre 2024 avec 84,3 % des suffrages et N. Larbaoui a été nommé Premier Ministre. Le taux de

¹⁵ Le dinar connaît notamment des pressions baissières sur le marché parallèle, avec un écart de près de 46 % de sa valeur face à l'USD fin 2024 selon la presse locale.

participation est en hausse par rapport aux précédentes élections, qui s'étaient tenues pendant le mouvement contestataire du Hirak en 2019 (46,8 %, +7ppt). A. Tebboune continuera de bénéficier du soutien de l'armée, un acteur incontournable en Algérie afin d'assurer la stabilité du régime politique.

Le gouvernement devrait continuer de mener des actions en faveur du maintien de l'Etat providence pour contenir le risque social. Au vu des faibles performances aux indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale (corruption, efficacité des pouvoirs publics), ces réformes semblent nécessaires afin de résoudre les nombreux défis posés par la lourdeur bureaucratique, le clientélisme et le manque de transparence.

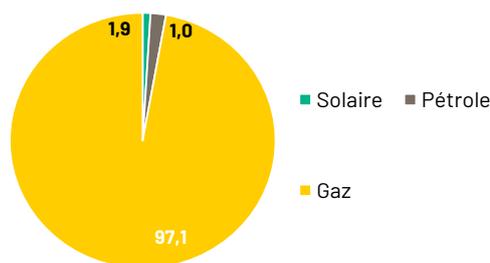
- **Relations internationales**

La question du Sahara occidental a ravivé les tensions avec le Maroc, avec qui les relations diplomatiques sont rompues depuis 2021. Le maintien d'un *statu quo* semble le scénario le plus probable à ce stade. Ce dossier a également mené à une dégradation des relations avec la France. Le développement de relations commerciales permet de nouer davantage de liens diplomatiques avec la Chine et l'Union Européenne (UE). L'accord de libéralisation des échanges avec l'UE va être renégocié en 2025, afin de réduire les déséquilibres. Si l'Algérie n'a pas été acceptée au sein des BRICS, le pays a néanmoins rejoint la banque des BRICS en 2024. Historiquement, l'Algérie est proche de la Russie pour son approvisionnement de matériel militaire, et le pays bénéficie d'une coopération avec les Etats-Unis pour la prévention des risques sécuritaires-terroristes aux frontières maliennes et libyennes.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Signataire des accords de Paris, l'Algérie vise à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) à horizon 2030 de 7 à 22 %¹⁶ (mais reste conditionné aux soutiens financiers extérieurs et transferts de technologies). Le pays s'est par ailleurs engagé à accroître la part des ENR à 27 % de sa production d'électricité (énergie solaire, photovoltaïque). Une cible dont le pays est très éloigné avec une prédominance du gaz dans le mix électrique, qui l'expose à un risque de transition élevé selon le FMI.

Algérie : production d'électricité par sources, en % (2020=72,76 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

¹⁶ Réduction par un rapport à un scénario de référence sans mesures prises, 22 % étant la fourchette haute qui prend en compte des transferts de technologies et une assistance financière externe.



L'Algérie se classe 80^e au classement de vulnérabilité ND-Gain, soit un niveau de risque physique modéré. Des investissements publics seront à l'œuvre dès 2025 dans

les infrastructures liées à l'eau pour faire face aux pénuries.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.